Ukraine : discussions autour du prix du gaz russe

Description

Par Céline Bayou (sources : *Rossiïskaïa Gazeta, RIA Novosti, Kyiv Post, Reuters, site du ministère ukrainien de l'Énergie*)

Un accord avait été trouvé en octobre 2014 entre Russie et Ukraine, portant sur les fournitures de gaz du premier au second et sur les modalités de remboursement d'une partie de la dette accumulée par l'Ukraine. Il court jusqu'au 31 mars 2015. Il était donc temps de tenter d'organiser la suite.

Sous l'égide de la Commission européenne, les deux parties se sont rencontrées le 20 mars à Bruxelles. Pour la période allant d'avril à juin, la Russie propose un prix de 348 dollars les 1.000 m3, contre 329 dollars pratiqués pour la période hivernale. Si un accord définitif n'a pas été trouvé, l'atmosphère était «constructive», de l'avis de tous. Les parties devraient se revoir d'ici un mois.

Le ministre ukrainien de l'Énergie, Volodymyr Demtchichine, estime toutefois que le prix proposé par la Russie n'est pas acceptable. Il juge que son pays ne pourra pas acquitter un prix supérieur à 250 dollars les 1000 m3. Optimiste, il affirme avoir une marge de négociations liée à trois facteurs: la chute des cours mondiaux de l'énergie, la baisse de la demande européenne et la hausse de l'approvisionnement de l'Ukraine en provenance de pays de l'Union européenne, grâce aux flux inversés.

Autre difficulté, la partie russe souhaite imposer le principe du *Take or Pay*, aux termes duquel le vendeur garantit la mise à disposition du gaz auprès du client qui s'engage en contrepartie à payer une quantité minimale de gaz, qu'il en prenne livraison ou pas. Kiev souhaiterait évidemment éviter cette option.

Au cours de la rencontre ont également été évoquées les questions concernant le prix pour la période estivale, la reconstitution des stocks dans les entrepôts souterrains ukrainiens en prévision de l'hiver prochain et la sécurité de l'approvisionnement de l'Europe de l'Ouest *via* l'Ukraine (environ 40% des livraisons de gaz russe à l'Europe transitent par l'Ukraine). On avait craint, pendant l'hiver, des coupures d'approvisionnement du fait des combats. Or, il convient de noter que le transit n'a pas été déstabilisé par la guerre.

En revanche, la question de l'approvisionnement du Donbass n'était pas à l'ordre du jour de la rencontre. Ce point relève des contentieux qui opposent les deux pays, depuis qu'en février 2015 les autorités russes ont demandé à Gazprom de livrer du gaz directement aux zones de l'est du pays, contrôlées par les pro-russes. Cette question relève du suivi des Accords de Minsk. Avant la rencontre, le ministre russe de l'Énergie, Alexandre Novak, a jugé que deux options se présentaient à Gazprom et Naftogaz Ukraine: trouver un compromis ou s'adresser aux tribunaux.

La veille de la rencontre, *RIA Novosti* diffusait toutefois les propos d'Igor Plotniski, responsable de la «République populaire de Lougansk». La «République» rebelle et autoproclamée devrait selon lui bientôt bénéficier d'un gaz fourni par la Russie qu'elle paiera quatre fois moins cher que le reste de l'Ukraine, ce dont bénéficieront les entreprises de la région mais surtout les consommateurs individuels. Enthousiaste, il en profitait pour révéler que, très bientôt, les employés du secteur public et les retraités de la «Répubique» percevraient salaires et pensions en roubles russes, «*à un cours favorable pour eux*».

date créée
21/03/2015
Champs de Méta